

L'Ukraine, un pays déchiré : entre guerre larvée et paix impossible

1/ La Russie, si près, si loin : aux origines de la crise actuelle

Identifier les causes qui conduisent à la crise de 2014-15

Document 1 : Petit historique des rapports diplomatiques de l'Ukraine avec ses puissants voisins

9^e siècle après J-C : première mention d'un « Etat de Kiev »

13^e-14^e siècles : Mise sous tutelle par les Mongols

15^e-17^e siècles : Mise sous tutelle de la région par le royaume lituano-polonais

1648-1750 : Indépendance de l'état autonome ukrainien nommé Hmelnichina

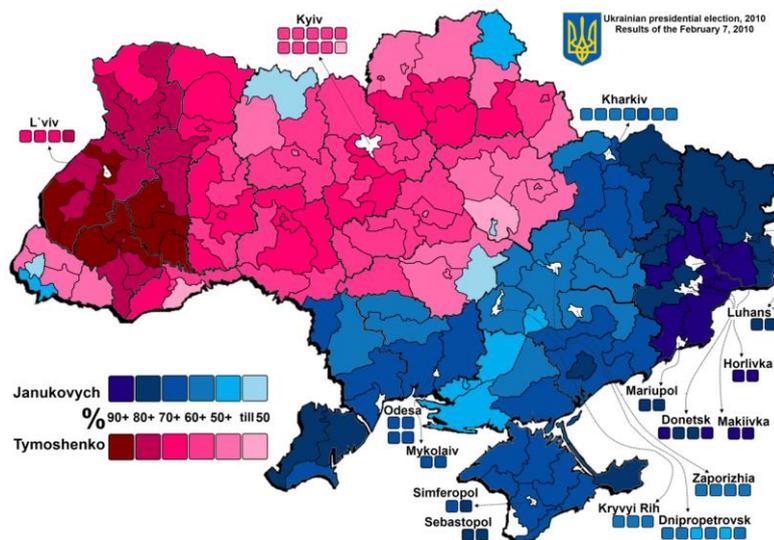
1750-1917 : Incorporation de la région à l'empire russe. Intense politique de russification (envoi de colons, imposition de la langue russe...)

1918-1922 : Ukraine indépendante dans le cadre de la guerre civile russe. Les indépendantistes ukrainiens se rapprochent des blancs et des puissances occidentales.

1922-1991 : Intégration de l'Ukraine à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) alternant période de respect de l'autonomie et périodes de crise (Holodomor [1931-33] : famine provoquée volontairement par les autorités staliniennes ou phénomène général affectant l'ensemble du pays du fait de la déstructuration de l'économie par la politique de collectivisation ? Le sujet est encore débattu/ seconde guerre mondiale où certains indépendantistes ukrainiens jouent la carte nazie)

Depuis 1991 : Ukraine indépendante depuis la disparition de l'URSS

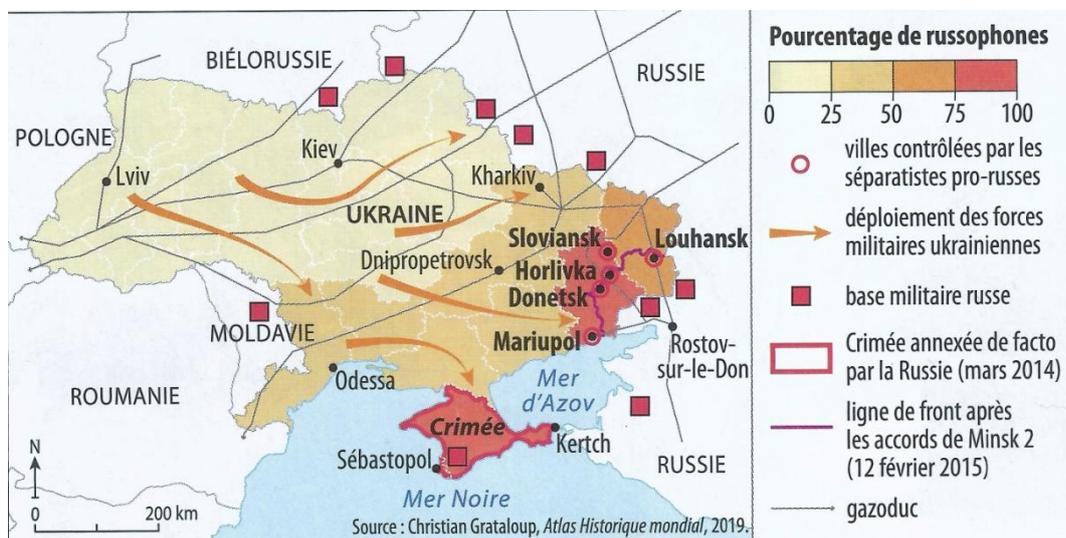
Document 2 : Le début de la crise politique, les élections de 2010



M. Janukovych, proche de la Russie, obtient de très bons résultats dans l'est du pays (Donbass) et en Crimée. Il devient président.

Mme Tymoshenko, proche de l'U.E., obtient de très bons résultats à l'ouest du pays.

Document 3 : Les intérêts russes en Ukraine lors de l'éclatement de la crise en 2014

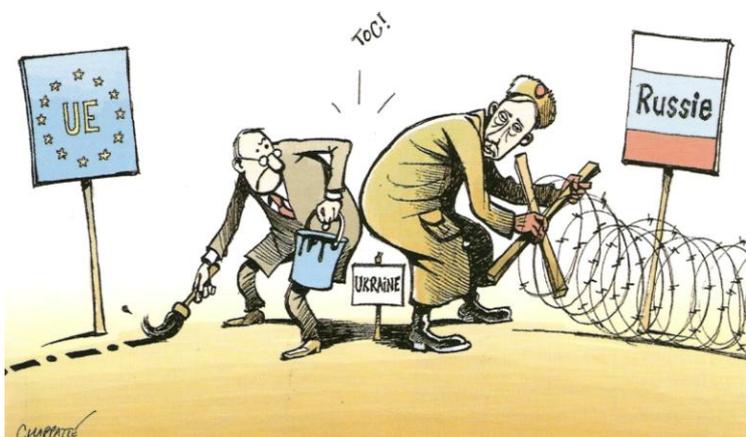


Document 4 : Russie : Poutine ressuscite l'URSS, Le Parisien, 5 avril 2014

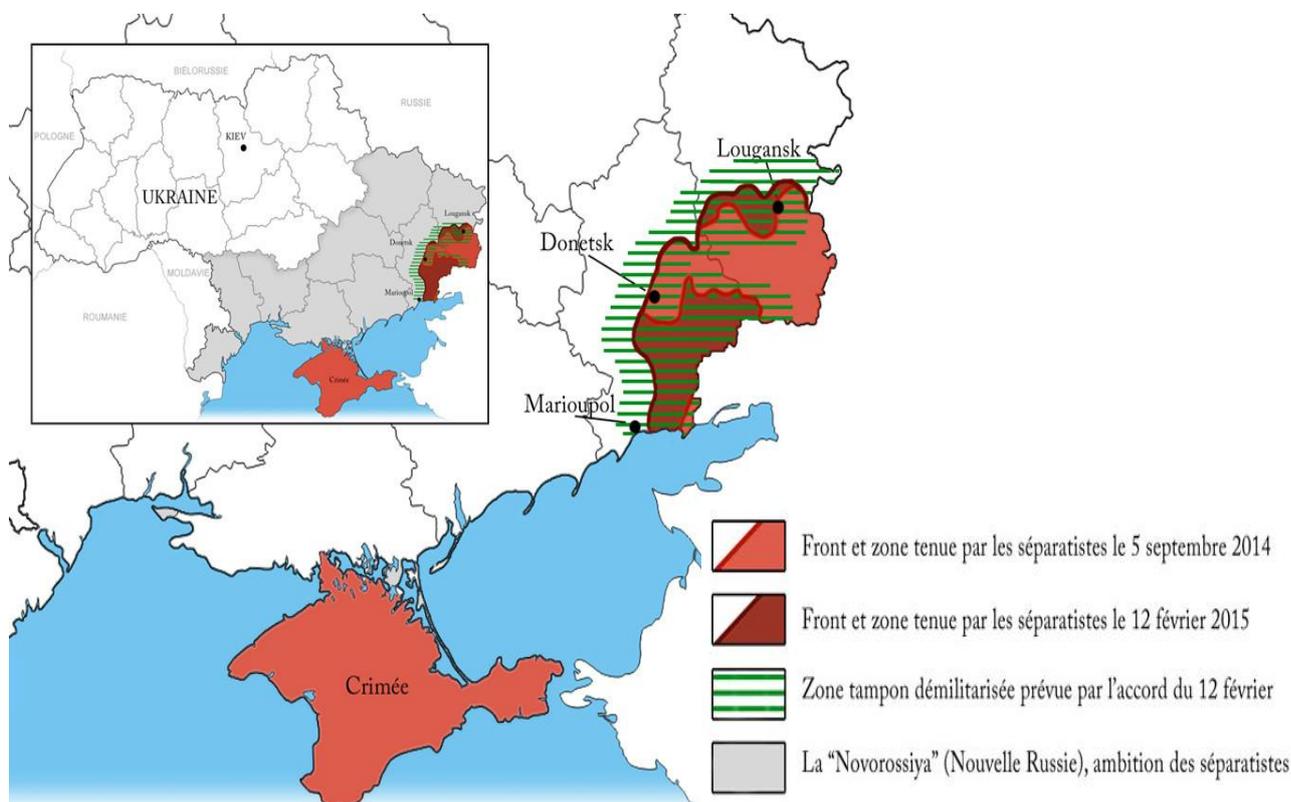
« Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur ; celui qui souhaite sa restauration n'a pas de tête », a déclaré un jour Vladimir Poutine. Le président russe est certes un homme de tête, mais son cœur prend le dessus ces derniers temps. Jamais les efforts pour restaurer l'influence de Moscou sur ses anciens satellites de l'URSS n'ont été aussi visibles, de la reconquête militaire de la Crimée jusqu'aux efforts diplomatiques pour créer l'Union eurasienne, pendant russe à l'Union européenne, regroupant la plupart des anciennes républiques soviétiques. L'expansionnisme est lié au désir de voir la Russie revenir au premier rang mondial. Le mot superpuissance est revenu dans le vocabulaire des journalistes proches du Kremlin, accompagné d'imprécations envers l'Occident calquées sur celle de la guerre froide... mais sans le lexique marxiste-léniniste en vigueur à l'époque

Après vingt ans d'errements idéologiques, le Kremlin revient à ses anciens modèles. Un peu d'emprunts à l'époque tsariste, beaucoup à l'époque soviétique. (...) Le culte du soviétisme est encouragé depuis le sommet. Dans une autre phrase célèbre, Poutine avait déclaré que la « désintégration de l'URSS [était] la plus grande catastrophe géopolitique du XX e siècle ».

Document 4 : Chapatte, Courrier international, novembre 2014



Document 5 : La situation militaire en 2015



2/ Les tensions du printemps 2020, fruit de l'intransigeance des acteurs internationaux ?

Identifier les acteurs de la crise ukrainienne, les tactiques qu'ils adoptent et les marges dont ils disposent pour trouver une sortie de crise

Document 6 : Marie Mendras : « La négociation permanente et transparente, seule stratégie vers un accord de paix en Ukraine », 21 décembre 2019



Plutôt que d'attendre des Ukrainiens d'illusoires concessions sur leur intégrité territoriale, mieux vaut privilégier la négociation entre toutes les parties, analyse, dans une tribune au « Monde », la politiste au CNRS, Marie Mendras.

Emmanuel Macron, Vladimir Poutine et Volodymyr Zelenskiy, à l'Élysée, à Paris, le 9 décembre 2019.

Source : POOL New / REUTERS

Tribune. Le [sommet qui a réuni à Paris, le 9 décembre](#), la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France a produit des effets significatifs et aura un impact sur le processus de paix dans l'est du Donbass. L'absence de résultats marquants est paradoxalement rassurante, car tout compromis accepté par le président russe aurait signifié une concession unilatérale du président ukrainien.

Tout d'abord, Volodymyr Zelensky a fait connaissance avec Vladimir Poutine en terre européenne, à Paris, sous les regards protecteurs d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel. Le chef d'Etat ukrainien s'y trouvait en position de force diplomatique. Il pouvait accepter de serrer la main de son adversaire et lui rappeler la position de son pays, et les « lignes rouges » infranchissables.

Par contraste, Vladimir Poutine est apparu isolé, retranché derrière son récit fictionnel : « *la Russie n'est pas partie prenante dans le conflit du Donbass, c'est un affrontement local entre Ukrainiens et russophones* ». Depuis avril 2014, il joue la carte de la subversion armée dans l'Est ukrainien et de l'enfermement de la population dans une zone de non-droit. Il table sur l'épuisement et l'acceptation du fait accompli, comme en Crimée, dont l'annexion par Moscou est dénoncée par la communauté internationale mais n'est pas contestée sur le terrain. En martelant ses conditions, inchangées, et en refusant de négocier le retrait total des forces armées qu'il soutient, le président russe a perdu la manche diplomatique.

L'imprudence de Zelensky

Le sommet du 9 décembre a permis de relancer la négociation sur la base du processus engagé à Minsk (Biélorussie) en septembre 2014, avec la médiation des pays européens, représentés par Paris et Berlin, et la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), approuvée par les parties au conflit : Kiev, Moscou, et les « séparatistes » installés par Moscou dans les villes ukrainiennes de Lougansk et Donetsk. Ainsi, les médiateurs ne prétendent pas ignorer la réalité de ces chefs sans légitimité politique, dont l'autorité n'est reconnue que par la puissance russe, dont ils dépendent totalement. A trop miser, à travers ces derniers, sur un diktat au Donbass, Vladimir Poutine voit son avantage militaire se muer en faiblesse politique. Il impose par la force, et non la persuasion. Il est bien celui qui a déclenché le conflit et le nourrit.

Le principe de la représentation citoyenne dans des scrutins libres et honnêtes a été réaffirmé à Paris par le président ukrainien et ses partenaires occidentaux. Les deux millions de personnes vivant sous occupation ne voteront pas sous contrôle militaire et policier. De même, le million et demi de personnes déplacées doivent pouvoir élire leurs représentants parmi un choix ouvert de candidats, et non une liste verrouillée par les administrations séparatistes.

Volodymyr Zelensky s'était montré imprudent après son élection en avril, transformant sa promesse de campagne – apporter la paix au Donbass – en stratégie immédiate. Vladimir Poutine avait interprété ce volontarisme comme une vulnérabilité facile à exploiter, puisque toute tentative de cessez-le-feu dépend principalement de la bonne volonté du Kremlin. Des milliers d'Ukrainiens ont manifesté et appelé leur président à ne faire aucune concession sur l'intégrité territoriale du

pays. Ils ont aussi mis la pression contre des « deals » avec Gazprom, le géant russe du gaz qui propose un accord sur le transit du gaz par l'Ukraine contre un renoncement ukrainien à l'amende de trois milliards de dollars infligée à la Russie par le tribunal d'arbitrage de Stockholm.

Poutine face à un dilemme

Désormais, Vladimir Poutine se trouve face à un dilemme. En s'obstinant à demander des élections locales sous contrôle des administrations séparatistes, il exposerait ouvertement l'implication de Moscou au Donbass. En acceptant la tenue de scrutins dans le cadre de la législation ukrainienne, il reconnaîtrait implicitement l'illégitimité des « référendums » de 2014 à Lougansk et Donetsk, et en Crimée. Il ouvrirait ainsi la boîte de Pandore. Les élections qui se succèdent en Russie depuis vingt ans sont contrôlées, et entachées de fraudes alors même que son bilan de politique intérieure est de plus en plus critiqué. Selon le Centre Levada d'étude de l'opinion, près des trois-quarts des Russes pensent que leur gouvernement poursuit ses propres intérêts et non les intérêts de la société. Ils sont aussi une majorité à souhaiter l'apaisement des relations avec l'Ukraine et la fin de l'engagement militaire en Syrie.

Le 9 décembre, Emmanuel Macron a pratiqué les arcanes de la médiation dans un conflit inégal : une puissance militaire agressive face à un jeune Etat souverain, indépendant depuis 1991. S'il espérait que Kiev fasse plus de concessions que Moscou, il a compris les risques d'une solution dictée par l'état de fait militaire. Résoudre le conflit rapidement par un grand accord est improbable. Mais le laisser pourrir est dangereux, pour les Ukrainiens comme pour les Russes et tous les Européens. Car, en attaquant l'Ukraine il y a près de six ans, Moscou a ouvert une crise politique et sécuritaire au cœur de l'Europe. Les sanctions contre les responsables russes, votées et revotées tous les six mois par l'Union européenne, sont un rappel fort de notre engagement à ne pas condamner les habitants du Donbass à un « conflit gelé ».

La négociation permanente et transparente est la seule stratégie vers un accord de paix durable, incluant les bases d'une nouvelle administration dans les territoires aujourd'hui occupés. L'enseignement le plus important de ce sommet de Paris est qu'il est illusoire de chercher une entente avec Moscou en forçant la main des Ukrainiens.

Document 7 : Le Monde-AFP, En Ukraine, l'« une des pires » escalades de ces dernières années, 18 février 2020

Un soldat ukrainien a été tué et cinq autres blessés dans des combats avec les séparatistes prorusses. Le chef de l'Etat les a accusés de vouloir « faire échouer le processus de paix ». Un soldat ukrainien est mort et cinq autres ont été blessés dans des combats, mardi 18 février au matin, avec les séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine. Chaque camp dénonce une « provocation ».

« Les rebelles et les occupants [russes] ont organisé une provocation cynique » dans une « tentative de faire échouer le processus de paix », a accusé sur Facebook le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. *« Nous avons une armée puissante, elle a riposté fortement. La situation est totalement contrôlée par notre armée »*, a-t-il assuré plus tard lors d'une conférence de presse. *« Cette provocation ne changera pas notre politique (...), nous avançons résolument vers la fin de la guerre, vers la paix »*, a encore affirmé le chef de l'Etat.

Cette escalade, « une des pires » de ces dernières années selon l'armée ukrainienne, est survenue dans la région de Louhansk, près des villages de Novotokhivka et de Krymské et à moins de 10 km d'un des trois secteurs où les belligérants avaient procédé au retrait des forces l'an dernier. Tôt le matin, les séparatistes ont tenté de percer la ligne de front en bombardant des positions ukrainiennes à l'aide de pièces d'artillerie de calibre 152 et 120 mm, de mitrailleuses et d'un char, a fait savoir le service de presse de l'armée.

« Provocation sanglante de Kiev »

Des unités d'assaut ont ensuite tenté d'occuper des postes d'observation des militaires ukrainiens, a précisé Rouslan Khomtchak, commandant de l'état-major général de l'armée. Selon lui, le combat a duré plusieurs heures, Kiev a riposté avec des tirs d'artillerie. *« Nous sommes profondément préoccupés »* et *« appelons d'urgence la Russie à maintenir ses engagements »* de

paix, a réagi l'ambassade américaine sur Twitter. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a de son côté fait état de « *victimes des deux côtés* », assurant n'avoir pas de détails sur les affrontements.

Le leader séparatiste de Louhansk, Leonid Pasetchnik, a, lui, dénoncé une « *provocation sanglante de Kiev* », accusant les Ukrainiens d'avoir bombardé la république autoproclamée. « *La position agressive de Kiev remet en cause* » l'organisation d'un nouveau sommet de paix sur l'Ukraine attendu a priori en avril et réunissant M. Zelensky et les dirigeants russes, français et allemand, a-t-il affirmé selon l'agence officielle séparatiste.

L'Ukraine est en proie, depuis presque six ans, à une guerre avec des séparatistes prorusses dans les régions de l'est de son territoire, qui a fait plus de 13 000 morts et environ 1,5 million de personnes déplacées. L'intensité des combats a nettement baissé après la signature des accords de paix de Minsk II en février 2015, mais des regains de violence réguliers continuent d'alourdir le bilan.

Une certaine détente entre Kiev et Moscou, accusé de soutenir les rebelles, est observée depuis l'arrivée au pouvoir l'an dernier de M. Zelensky, qui a notamment rencontré en décembre le président russe Vladimir Poutine lors d'un sommet de paix à Paris. Mais la résolution politique du conflit reste quasi au point mort.

Document 8 : Ann Linde, Sur l'Ukraine, « la position de la Russie n'a pas évolué d'un millimètre », Le Monde, 11 mars 2020

La ministre suédoise des affaires étrangères, Ann Linde, dénonce la poursuite d'un « conflit actif » dans le Donbass.

De passage à Paris mardi 10 mars après un voyage en Ukraine et à Moscou, la chef de la diplomatie suédoise, membre du Parti social-démocrate, estime dans un entretien au *Monde* qu'il n'y a « *aucune raison* » de lever les sanctions européennes sur la Russie.

Vous étiez en Ukraine il y a une semaine, à Kiev et dans le Donbass, comment évaluez-vous la situation ?

Sur place, dans le Donbass, il est tout à fait évident que l'on se trouve en présence d'un conflit actif et non d'un conflit gelé. Sur les 420 kilomètres de ligne de « contact », il existe seulement cinq points de passage. Dix mille personnes franchissent l'un de ces points, le pont de Stanytsia Louganska. La vie quotidienne des gens est toujours très difficile. Rien qu'en janvier et février, 35 militaires ont été tués, dans une zone où il y a eu un désengagement : c'est bien un théâtre militaire actif.

Pour nous, il est très important de rappeler que cette agression, dans l'est de l'Ukraine, et l'annexion de la Crimée continuent de définir nos relations avec la Russie. Début février, je suis aussi allée à Moscou, j'ai eu trois heures d'entretien avec mon homologue Sergueï Lavrov : le problème fondamental est que la Russie refuse toujours d'assumer son propre rôle dans ce conflit. Dans ces conditions, il est difficile de parvenir à un réel accord de paix.

J'étais satisfaite de ce que, à la réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept à Zagreb la semaine dernière, nous ayons été en total accord sur le fait que, plus de cinq ans après [*le début du conflit*], il n'y a aucune raison d'assouplir les sanctions.

Avez-vous perçu des progrès dans le processus de Minsk visant à un règlement du conflit dans le Donbass ?

Pour le moment, non. La dynamique qui a permis d'avancer dans le processus de Minsk est due exclusivement à l'approche constructive du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. La position russe n'a pas évolué d'un millimètre.

Que pensez-vous de l'initiative du président Macron, qui voudrait renouer le dialogue avec Moscou dans l'optique d'une nouvelle architecture de sécurité européenne ?

Je soutiens complètement l'objectif de promouvoir la paix, la stabilité, une Europe forte. Nous avons l'OSCE [*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*], que la Suède présidera à partir du 1^{er} janvier 2021, l'acte final d'Helsinki, la charte de Paris... S'il s'agit de discuter du fonctionnement, d'accord, mais s'il s'agit de changer l'ordre de sécurité, là, je serai très prudente. Pour nous, pays de taille moyenne, l'intégrité territoriale, les droits de l'homme, l'inviolabilité des frontières, tout cela est extrêmement important.

Nous ne voulons pas laisser la Russie croire que l'agression est permise. Il y a eu la Tchétchénie, la Géorgie, et maintenant l'Ukraine... si ça ne lui coûte que cinq ans de mauvaises relations avec l'Europe, alors la Russie va penser qu'elle peut se le permettre. Elle a beaucoup augmenté ses dépenses de défense, et nous avons dû faire de même

3 / L'été 2020, la distance entre la signature et l'application d'un cessez-le-feu, première étape pour construire la paix....

Vous montrerez les causes de la difficulté à faire respecter le cessez-le-feu du fait de la multiplication des acteurs dans les conflits contemporains.

Document 9 : Claire Gatinois, Donbass : à peine décrété, le cessez-le-feu violé, Le Monde, 28 juillet 2020



Un accord conclu le 22 juillet entre l'Ukraine et la Russie prévoyait la fin des combats le 27.

Une maison endommagée du village de Vesele, dans le territoire séparatiste de Donetsk en Ukraine, lors d'affrontements entre l'armée ukrainienne et les forces séparatistes épaulées par Moscou, le 27 juillet 2020.

Source : ALEXANDER ERMOCHENKO / REUTERS

Il n'a fallu qu'une vingtaine de minutes pour que le fragile cessez-le-feu soit violé. L'attaque, vue du côté ukrainien comme une provocation, qualifiée par la partie adverse de mensonge, a été détaillée dans la matinée du lundi 27 juillet par le commandant Volodymyr Kravchenko. « *Malheureusement, aujourd'hui à 00 h 20 et 00 h 45, l'ennemi a tiré sur une unité de la 36^e brigade avec des armes légères et des mitrailleuses. Aucun blessé n'a été recensé parmi les troupes ukrainiennes. Nos unités n'ont pas répondu à l'attaque* », a expliqué le militaire ukrainien, cité par le site d'information Ukrinform. A 9 heures, trois nouvelles agressions ont été recensées contre la 79^e brigade ukrainienne avec des grenades antichars.

L'offensive est intervenue après l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu qui se voulait total dans le Donbass. La région, située dans l'est de l'Ukraine, est depuis 2014 à l'origine d'affrontements entre l'armée locale et les forces séparatistes épaulées par Moscou. Un premier cessez-le-feu, signé en 2015 dans le cadre des accords de Minsk, a permis de réduire significativement l'intensité des combats, mais jamais de faire taire totalement les armes. En cinq ans, le conflit a fait plus de 13 000 morts.

Le nouveau cessez-le-feu, signé le 22 juillet par l'Ukraine et la Russie – qui nie pourtant intervenir militairement dans la région –, devait entrer en vigueur à minuit le 27 juillet. A en croire le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, les escarmouches de la nuit ne sont pas à même de remettre en cause cet accord. « *Les raisons de cette fusillade sont évidentes* », estime-t-il, citant « *l'autonomie relative de certains groupes armés illégaux* » cédant à l'émotion ou désireux de provoquer les forces adverses.

Elu en 2019 sur la promesse de paix, Volodymyr Zelensky poursuit ainsi, coûte que coûte, son offensive diplomatique. Rompant avec son prédécesseur, Petro Porochenko, qui avait cessé tout dialogue avec Moscou, le jeune président de 42 ans multiplie les échanges avec son homologue russe, Vladimir Poutine. Dimanche 26, il a encore conversé par téléphone avec le locataire du Kremlin pour évoquer ce cessez-le-feu qui, s'il se confirmait, devait ouvrir « *la voie à la mise en œuvre d'autres clauses* » de l'accord de paix de Minsk.

Politique de petits pas

Personne n'imagine aujourd'hui qu'une paix soit possible à court ou même à moyen terme. « *Les positions et les objectifs de la Russie comme de l'Ukraine sont bien trop éloignés* », observe Ulrich Bounat, analyste politique spécialiste de la guerre dans le Donbass. L'Ukraine entend récupérer sa souveraineté et l'intégrité de son territoire, quand la Russie compte maintenir une influence politique et exercer son emprise dans la région. Ces divergences ont été pointées lors du sommet dit « en format Normandie » – France, Allemagne, Ukraine et Russie – en décembre 2019 à Paris. M. Zelensky, novice en politique, qui avait promis à ses concitoyens de ne pas capituler face à Moscou, avait alors tenté d'inverser le séquençage prévu par les accords de Minsk. L'Ukraine devait récupérer le contrôle de sa frontière méridionale avec la Russie avant la tenue d'élections locales dans les territoires séparatistes de Donetsk et Louhansk, et non après. Tant que la

frontière n'est pas sécurisée, le Donbass reste, de fait, une porte d'entrée pour les hommes et les armes venus de Moscou.

Ces divergences n'ont pas disparu. Et M. Poutine n'a pas manqué de faire part de son irritation lors de son coup de fil avec M. Zelensky au sujet des élections locales qui doivent se tenir en Ukraine à l'automne. Le 15 juillet, la Rada, le Parlement ukrainien, a précisé que les territoires de Donetsk et Louhansk seraient exclus du scrutin. « *Le Kremlin oublie que sécurité, respect du cessez-le-feu, retrait des troupes étrangères et démilitarisation figurent aussi dans ces accords et précèdent la tenue d'un scrutin* », souligne Ioulia Shukan, maîtresse de conférence en études slaves à l'université Paris-Nanterre.

Conscient que sa position reste, à ce stade, irréconciliable avec celle de la Russie, M. Zelensky semble avoir opté pour une politique de petits pas. A défaut d'arracher la paix, il mise sur l'obtention de ce véritable cessez-le-feu, l'ouverture de nouveaux points de passage entre les deux zones et d'autres échanges de prisonniers, à l'image de ceux intervenus en 2019. Le 21 juillet, il affirmait que la tenue d'un nouveau sommet en format Normandie pourrait avoir lieu prochainement pour faire avancer ces dossiers, avant d'être sèchement contredit par Dmitri Piskov, le porte-parole de Vladimir Poutine.

Document 10 : Christelle Néant, Donbass – Accord entre l'Ukraine, la RPD et la RPL sur les mesures additionnelles de contrôle du cessez-le-feu, Agoravox, 24 juillet 2020

Lors de la réunion des groupes de contact qui a eu lieu au format vidéoconférence le 22 juillet 2020, l'Ukraine, la RPD et la RPL (Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk) ont enfin réussi après des mois de négociation, à se mettre d'accord sur les mesures additionnelles devant permettre un meilleur contrôle du cessez-le-feu dans le Donbass. Ces mesures additionnelles entreront en vigueur le 27 juillet.

Après que l'Ukraine a traîné des pieds pendant six mois, et que rien ne semblait gagné jusqu'à la toute fin de la réunion du groupe de contact qui a eu lieu le 22 juillet, Kiev a enfin réussi à se mettre d'accord avec les deux républiques du Donbass pour approuver des mesures additionnelles de contrôle du cessez-le-feu.

Des mesures rendues nécessaires par l'incapacité manifeste de l'Ukraine de respecter la fameuse trêve indéfinie conclue en juillet 2019. Les chiffres transmis par la représentation de la RPD au sein du CCC (Centre Conjoint de Contrôle et de coordination du cessez-le-feu), en matière de violations de la trêve « indéfinie » en un an sont édifiants.

Ainsi du 21 juillet 2019 au 20 juillet 2020, l'armée ukrainienne a violé le cessez-le-feu à 3 879 reprises, et a tiré 34 189 munitions dont 10 102 d'un calibre interdit par les accords de Minsk ! Ces tirs ont fait cinq morts et 60 blessés parmi les civils de la RPD. Ils ont aussi endommagé 121 pièces d'infrastructures vitales, 753 habitations et en ont totalement détruit 37. Ça fait beaucoup trop pour une trêve totale et permanente.

Le pire étant que non seulement l'armée ukrainienne n'a pas été capable de respecter le cessez-le-feu à peine celui-ci entré en vigueur, mais elle n'a pas non plus respecté les autres mesures de cet accord, comme l'interdiction des opérations de sabotage-reconnaissance (pour rappel la dernière date d'il y a seulement 10 jours), la publication des ordres intimant de respecter le cessez-le-feu, les mesures disciplinaires contre les soldats qui violent la trêve, ou l'interdiction du placement d'armes lourdes dans les localités ou à proximité. C'est à cause de cela que cet accord sur des mesures additionnelles de contrôle du cessez-le-feu dans le Donbass était si important.

Cet accord se compose de sept mesures :

1. Interdiction de toute opération offensive ou de reconnaissance, ainsi que l'interdiction de l'utilisation de tout objet volant (avion, hélicoptère, drones).
2. Interdiction de toute forme de tir, y compris ceux de snipers.
3. Interdiction de déployer les armes lourdes dans et à proximité des localités, et surtout près d'infrastructures civiles incluant les écoles, les jardins d'enfants, les hôpitaux et autres bâtiments ouverts au public.
- (...)
7. Les mesures sus-mentionnées ne peuvent être totalement ou partiellement désavouées par d'autres ordres, fussent-ils secrets.

Le commandement des Forces Armées Ukrainiennes et ceux des milices populaires du Donbass doivent rendre public les ordres énumérant toutes ces mesures additionnelles et confirmer que les ordres de cessez-le-feu sont conformes à ces dernières.